

INTRODUCTION

Laurent BOURQUIN

Professeur d'histoire moderne à l'Université du Mans,
TEMOS UMR CNRS 9016
laurent.bourquin arobase univ-lemans.fr

Anne DE MATHAN

Professeure d'histoire moderne à l'Université de Caen-Normandie,
HisTeMé
anne.demathan arobase unicaen.fr

Édouard LYNCH

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lumière Lyon 2,
laboratoire d'études rurales
edouard.lynch arobase univ-lyon2.fr

Ce numéro spécial de *Parlement[s]* est issu du rapprochement de deux questions inscrites en 2024-2026 au programme de l'agrégation d'histoire : « Pouvoirs et sociétés rurales : France et ses colonies (1634-1814) » et « Vivre à la campagne en France, de 1815 aux années 1970 ». Le politique nous offrait un beau fil conducteur sur le temps long – central pour la question d'histoire moderne, un peu moins pour celle d'histoire contemporaine – mais à condition de relever deux défis. D'abord celui de l'anachronisme : comment rendre compte d'un phénomène aussi complexe que la politisation en l'envisageant du règne de Louis XIII à la présidence de Charles de Gaulle ? Modernistes et contemporanéistes parlent aisément la même langue sur ce sujet, mais au prix parfois de quelques glissements sémantiques : de l'intendant au préfet ; de la communauté d'habitants à la municipalité ; du seigneur au notable ; de la taille à l'impôt sur

le revenu ; de la milice à la conscription ; des occasionnels aux journaux... Ces rapprochements sont séduisants, mais peuvent devenir discutables quand on s'avance dans la seconde moitié du XIX^e siècle, marquée par l'essor de la presse, le suffrage universel masculin et l'alphabétisation. Ils deviennent fragiles quand il s'agit d'un XX^e siècle où règnent la radio puis la télévision, l'école obligatoire, la République et l'exode rural. Disons-le tout net : oui, selon nous, la politisation peut et doit s'étudier sur la (très) longue durée, même si Jürgen Habermas n'envisageait pas la naissance d'une opinion publique avant les Lumières – et seulement dans un cadre urbain¹. Mais nous ne pouvons pas réaliser, dans le cadre de ce numéro, des articulations thématiques que nous n'avions pas la place de justifier. Nous avons donc choisi d'adopter tout simplement un plan chronologique.

Le deuxième défi tenait à l'étendue du sujet. La présentation officielle de la question en histoire moderne suffit à s'en convaincre. « Le programme inclut toutes les formes de pouvoir dans et hors des campagnes s'exerçant sur les ruraux, avant et après la Révolution. Ces pouvoirs sont à prendre dans toute leur variété, qu'ils soient socio-économiques, religieux, culturels, judiciaires, fiscaux, politiques et administratifs, militaires... ». Le périmètre englobe donc non seulement des institutions extérieures au village, mais aussi toutes les formes d'organisation locales et leurs acteurs. Sans compter que ce programme intègre la période révolutionnaire, au cours de laquelle les sociétés rurales expérimentent de nouveaux rapports au politique : abolition des privilèges et du régime seigneurial, élection des municipalités, conflits religieux, levée en masse, sentiment national... Le spectre d'analyse est tout aussi large en histoire contemporaine, où « vivre à la campagne revêt une dimension politique et culturelle qui englobe des enjeux tant locaux que nationaux » : le désenclavement, la conscription et l'expérience des guerres – pour ne citer

1 HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1962, rééd. 1993. Ce livre fondateur est à présent débattu et contesté, en particulier pour sa chronologie de l'émergence d'un espace public. Voir notamment BOUCHERON Patrick et OFFENSTADT Nicolas (dir.), *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, PUF, 2011 ; et BOURQUIN Laurent, HAMON Philippe, KARILA-COHEN Pierre et MICHON Cédric, *S'exprimer en temps de troubles. Conflits, opinion(s) et politisation de la fin du Moyen Âge au début du XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

que quelques exemples – font donc partie du programme, de même qu’une politisation aussi informelle qu’institutionnelle, qui passe par « les rumeurs, les conflictualités, les révoltes, les luttes des classes, les manifestations collectives, mais aussi les registres d’action etc. », avant de s’épanouir pleinement dans les usages locaux de la participation et de l’engagement politique. Si le politique n’est que l’une des thématiques du programme d’histoire contemporaine, son champ d’étude est donc tout aussi diversifié qu’en histoire moderne.

La formule choisie par la revue – et désormais bien éprouvée – du commentaire de documents nous a permis à la fois de surmonter l’anachronisme et de traverser l’océan du sujet. Bien sûr, il faudrait davantage qu’un « simple » numéro de revue pour l’étudier avec toute la profondeur nécessaire, mais le volume que nous proposons ici offre la richesse des études de cas. Ces documents, choisis et commentés par des spécialistes du monde rural, permettent de traiter quelques-unes de ses problématiques fondamentales, tout en évitant l’écueil de la téléologie.

Le programme d’histoire moderne s’ouvre en 1634 : c’est le moment où, comme le rappelle son texte de présentation, Louis XIII prépare la guerre contre les Habsbourg, étoffe le réseau des intendants et légifère sur les tailles. Cette politique se traduit par un renforcement du pouvoir royal sur les sociétés rurales. Elle est traitée dans deux articles : d’une part celui de Brice Evain sur « l’Ordonnance des Paysans du Poitou » (1636)² qui permet d’analyser les mots et les gestes des révoltes antifiscales des « années Richelieu³ » ; et d’autre part celui d’Isabelle Brian⁴, deux générations plus tard (1697), où l’intendant de Moulins se trouve en position arbitrale, bien embarrassé pour apaiser le violent conflit qui oppose un seigneur à l’un de

2 EVAIN Brice, « Le pouvoir des Croquants. Ordonnance des Paysans du Poitou (1636) », *infra*.

3 Sur les révoltes paysannes du XVII^e siècle, voir la synthèse de AUBERT Gauthier, *Révoltes et répressions dans la France moderne*, Paris, Armand Colin, 2015. Voir aussi les grands classiques : FOISIL Madeleine, *La Révolte des nu-pieds et les révoltes normandes de 1639*, Paris, PUF, 1970 ; BERCÉ Yves-Marie, *Histoire des croquants*, Paris, Le Seuil, 1986, rééd. 2016 ; NEVEU Hugues, *Les révoltes paysannes en Europe, XIV^e-XVII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1997 ; NICOLAS Jean, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Le Seuil, 2002.

4 BRIAN Isabelle, « Le paysan, le seigneur et l’intendant (1697). Lettre de l’intendant de Moulins au chancelier », *infra*.

ses tenanciers mécontents⁵. Le pouvoir seigneurial – son assise juridique, sa symbolique et ses modalités pratiques – est en effet au cœur du programme pour l'Ancien Régime⁶. L'article de Caroline Le Mao, qui commente des extraits du *Mémorial* du baron de Savignac (1715), permet de comprendre comment ce micro-pouvoir s'exerce à la fois sur la terre et sur les hommes⁷. Enfin, nous avons souhaité mettre tout particulièrement l'accent sur les sociétés rurales en situation coloniale, car c'est au cours du second xvii^e siècle que cette question s'impose dans la sphère politique⁸. Soizic Croguennec montre ainsi, à travers deux estampes de 1664, que l'habitation aux Antilles est conçue comme un lieu de pouvoir fondé sur la domination des esclaves au profit de la production sucrière⁹. En Nouvelle-France, Éva Guillorel commente deux arrêts de Louis XIV (1663 et 1672) obligeant les colons à défricher les terres qui leur ont été confiées¹⁰ : ils témoignent des difficultés rencontrées par la couronne pour transposer et imposer son autorité outre-Atlantique.

Sous la monarchie administrative, affaiblie par l'érosion de ses soutiens naturels – clergé et noblesse – au siècle des Lumières, les rapports de pouvoirs évoluent au village où la conflictualité et le politique ne sont pas inexistants quoiqu'empreints de localisme¹¹.

5 Pour une présentation très pédagogique de l'institution des intendants, BARBICHE Bernard, *Les Institutions de la monarchie française à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1999, p. 383 sq. Voir aussi l'ouvrage de SMEDLEY-WEILL Annette, *Les Intendants de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1995. Pour une approche régionale, BEIK William, *Absolutism and Society in Seventeenth-century France. State Power and Provincial Aristocracy in Languedoc*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

6 Les enjeux de pouvoir et leur régulation dans la société rurale de l'époque moderne font partie des sujets traités par FOLLAIN Antoine dans sa synthèse : *Le village sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2008.

7 LE MAO Caroline, « Les pouvoirs d'un seigneur vus par lui-même (1715). Extraits du Mémorial du baron de Savignac », *infra*.

8 RÉGENT Frédéric, *La France et ses esclaves, de la colonisation aux abolitions, 1620-1848*, Paris, Grasset, 2007, rééd. Paris, Fayard-Pluriel, 2012 ; HAVARD Gilles et VIDAL Cécile, *Histoire de l'Amérique française*, Paris, Flammarion, 2003, rééd. 2014.

9 CROGUENNEC Soizic, « La théâtralisation territorialisée du pouvoir aux Antilles (1667). Deux gravures d'une habitation sucrière », *infra*.

10 GUILLOREL Éva, « Le régime seigneurial en Nouvelle-France (1663-1672). Deux arrêts de Louis XIV concernant le défrichement et la colonisation du Canada », *infra*.

11 NICOLAS Jean, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale*, op. cit. ; DUPUY Roger, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2005 ; FOLLAIN Antoine, *Le village sous l'Ancien Régime*, op. cit.

En miroir du regard que pouvait poser un seigneur sur sa propre autorité, analysé par Caroline Le Mao, l'article de Stéphanie Lachaud sur la définition du pouvoir seigneurial à partir de l'expertise judiciaire d'une baronnie de Guyenne en 1762, montre que si les châtelains ne sont plus tout-à-fait seigneurs en leurs fiefs face à la monarchie, leur emprise sur le monde paysan se maintient en matière de police et de basse justice, voire s'accroît par la gestion minutieuse des exploitations agricoles et des droits seigneuriaux¹². Au sein du tiers-état, l'échelle micro-historique¹³ et l'attention sociologique aux rapports de domination entre les individus¹⁴ permettent d'observer comment un conflit en apparence anodin vise à la pérennisation, d'une génération l'autre, de la notabilité assise sur le pouvoir économique, comme le montre Côme Simien à partir du journal d'un maître d'école, contraint par un laboureur de réserver au fils de celui-ci la place privilégiée d'enfant de chœur à Silly en 1787¹⁵. Une fois le marché politique ouvert en 1789¹⁶, Pascal Dupuy explore comment le langage des estampes satiriques¹⁷ confirme les doléances paysannes¹⁸ et l'esprit de contestation contre la seigneurie, les privilèges et les impôts royaux¹⁹. Pour autant, l'unanimité n'existe pas et si les Français s'emparent assez volontiers des nouvelles institutions et des pratiques qui s'y élaborent dans un processus de politisation rapide, c'est parfois à fronts

12 LACHAUD Stéphanie, « Définir le pouvoir seigneurial. Procès-verbal d'expertise d'une baronnie de Guyenne en 1762 », *infra*.

13 BERTRAND Romain et CALAFAT Guillaume, « La microhistoire globale : affaire(s) à suivre », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 73^e année, n° 3, 2018, p. 1-18.

14 BOURDIEU Pierre, « Questions de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 16, 1977, p. 55-89.

15 SIMIEN Côme, « Le pouvoir dès l'enfance : réflexions autour d'un conflit de personnes au village. Journal d'un maître d'école d'Île de France, Silly-en-Multien, 1787 », *infra*.

16 VOVELLE Michel, *La découverte de la politique. Géopolitique de la Révolution française*, Paris, La découverte, 1992 ; BRASSART Laurent, « Caractères originaux de la politisation des paysans », *Revue du Nord. Histoire et archéologie*, n° 409, 2015, p. 73-98.

17 DUPRAT Annie, *Images et Histoire. Outils et méthodes d'analyse des documents iconographiques*, Paris, Belin, 2007.

18 SERNA Pierre, *Que demande le peuple ? Les cahiers de doléances de 1789. Manuscrits inédits*, Paris, Textuel, 2019.

19 DUPUY Pascal, « La satire au service de la contestation paysanne (1789). Quatre estampes anonymes au début de la Révolution française », commentaire de l'image de couverture, *infra*.

renversés, pour servir la Contre-Révolution²⁰. Ainsi, dans le cas d'un conflit au long cours, généré autour de la première élection municipale dans le Bassin parisien²¹, et tranché – c'est le cas de le dire – en 1794, Serge Bianchi présente deux partis aux prises : celui du changement incarné par les artisans du village et celui de la tradition défendue par le seigneur et le curé²². Enfin, dans les campagnes léonardes du Finistère réfractaires à 90 %²³, Solenn Mabo révèle comment les habitants de Plouguin arguent de la liberté de conscience récemment proclamée dans la Déclaration des droits de l'Homme et usent de la pétition pour s'opposer au curé constitutionnel²⁴.

Si l'histoire politique n'est pas au cœur de la question de contemporaine, le double processus de nationalisation et de démocratisation qui s'opère à partir de la Révolution française bouleverse de manière durable le quotidien des campagnes, dans le contrôle croissant exercé sur l'organisation de la vie collective au village, ou dans les retombées toujours plus visibles des politiques mises en œuvre au niveau national. Ainsi, les grandes crises politiques du XIX^e siècle impliquent de manière décisive les masses paysannes, obligeant les administrateurs à en décoder les logiques, ouvrant un vaste champ historiographique autour de la politisation des campagnes²⁵. La Deuxième République en constitue une sorte de cas d'école, dans la foulée des travaux de Maurice Agulhon²⁶, depuis l'expérience inédite de l'exercice du suffrage universel masculin, tant à l'échelle nationale que locale, jusqu'à la résistance inattendue au coup d'État du 2 décembre 1851 qui irrigue de nombreux espaces ruraux. Mais, comme le souligne le

20 LEBRUN François et DUPUY Roger (dir.), *Les résistances à la Révolution*, Paris, Imago, 1987 ; MARTIN Jean-Clément, *Contre-Révolution, Révolution et Nation en France, 1789-1799*, Paris, Le Seuil, 1998.

21 EDELSTEIN Melvin, *La Révolution française et la naissance de la démocratie électorale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

22 BIANCHI Serge, « L'élection des premiers maires. Deux procès-verbaux d'élection municipale à Ris en Essonne (1790) », *infra*.

23 TACKETT Timothy, *La Révolution, l'Église, la France*, Paris, Le Cerf, 1986.

24 MABO Solenn, « Défendre son clergé (1791). Pétition des habitants de la "commune de la paroisse de Plouguin" », *infra*.

25 PECOUT Gilles, « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 2, 2^e semestre 1994, p. 91-125.

26 AGULHON Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970.

texte analysé par Gilles Della-Vedova²⁷, ces dynamiques politiques doivent se lire non seulement à l'aune des réalités paysannes, celles des exigences économiques, ici la forêt, mais aussi à travers les logiques d'organisation et de pouvoir au sein de la collectivité paysanne, qui structurent les formes de réponses aux « agressions » extérieures. L'interaction croissante entre les dynamiques locales et nationales s'observe également, au ras du clocher²⁸, dans les affrontements entre « clans » villageois, dans le contrôle des positions de domination, de la mairie ou de l'autel (Gaëlle Charcosset)²⁹. Mais les enjeux économiques se déploient aussi à l'échelle nationale, dans la volonté des notables et des grands propriétaires d'organiser et de structurer les intérêts agricoles, avec la tentative, inaboutie, des notables agromanes de constituer un « grand parti de l'agriculture » (Chloé Gaboriaux)³⁰. Le monde paysan devient aussi un objet d'investigation et d'enquêtes, scientifiques ou littéraires, pour en percer les logiques et les mystères, y compris dans son rapport à la politique, comme s'y emploie August Strindberg dans son « voyage » fin de siècle, qui décrit avec finesse la manière dont les paysans s'approprient les mécanismes du vote et des débats nationaux (Laurent Le Gall)³¹. L'enracinement du régime républicain accélère aussi la perte d'influence des notables traditionnels, à l'image du prince d'Arenberg, dont les obsèques sculptent le vain mausolée d'un modèle de domination notabiliaire, que solde définitivement la Première Guerre mondiale (Bertrand Goujon)³².

Si l'historiographie a eu longtemps tendance à les oublier³³, les ruraux et les agriculteurs continuent d'être des cibles mais aussi des

27 DELLA-VEDOVA Gilles, « L'arbre qui cache la forêt : la rébellion d'Autrans dans le Vercors en 1848. Rapport du substitut du procureur de Lasalsette au procureur général (9 avril 1848) », *infra*.

28 CORBIN Alain, *Les Cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994.

29 CHARCOSSET Gaëlle, « L'âne chargé de reliques - Contestation des sphères d'autorités au village. Placard et lettre du maire de Marnand (Rhône), 1866 », *infra*.

30 GABORIAUX Chloé, « Représenter politiquement les campagnes en dehors des partis. L'autre politique d'Édouard Lecouteux (1868) », *infra*.

31 LE GALL Laurent, « Croire en la politique. Extrait d'August Strindberg, *Parmi les paysans français* (1885-1886) », *infra*.

32 GOUJON Bertrand, « Requiem pour un prince en son village (1919). Discours prononcé par un maire aux obsèques de Pierre d'Arenberg à Menetou-Salon (Cher) », *infra*.

33 HUBSCHER Ronald, « Une histoire en quête d'auteurs. Les paysans et le politique au XX^e siècle », *Histoire & Sociétés Rurales*, n° 3, 1^{er} semestre 1995, p. 137-142.

acteurs de l'action politique, plus que jamais engagés dans la transformation qui s'accélère de la société rurale, en particulier durant l'entre-deux-guerres. L'ampleur des sacrifices, dans les tranchées ainsi qu'à l'arrière, les place au cœur des affrontements électoraux, comme lors du scrutin de novembre 1919, où la chambre bleu horizon a de forts accents agrariens, avec la multiplication des candidats « agricoles », dont Antoine Cintas propose un exemple parmi beaucoup d'autres³⁴. Mais les électeurs agricoles ne sont pas seulement une classe objet³⁵ : les années trente, à la faveur de la grande crise agricole qui déstabilise en profondeur les campagnes, suscitent des formes de mobilisation largement inédites, avec l'émergence et la structuration de forces partisans qui revendiquent leur dimension proprement paysanne. À ce jeu, les comités de défense paysanne d'Henry Dorgères s'imposent, arguant du monopole d'une parole paysanne mise en scène dans des réunions publiques, sur le modèle de celle analysée par Louis Poupineau, rappelant l'importance de la médiatisation dans la visibilité du monde paysan et l'édification d'un modèle protestataire³⁶. Ces mobilisations rappellent l'enjeu nouveau que constitue le vote paysan dans les luttes politiques du Front populaire, que se disputent conservateurs, agrariens et forces de gauche, par le verbe ainsi que par l'image, par exemple avec l'affiche de propagande présentée par Edouard Lynch, qui exacerbe les stéréotypes de la représentation paysanne dans la lutte politique³⁷.

La Seconde Guerre mondiale constitue un basculement sans précédent dans l'évolution des sociétés rurales, qui sont bousculées par l'urbanisation, l'industrialisation et la révolution agricole. Elles parviennent à s'y adapter, comme l'illustre le rôle de la Jeunesse agricole catholique, fondée dès 1929, mais qui monte en puissance dans

34 CINTAS Antoine, « « Ils ont des droits sur nous » : un usage politique du soldat laboureur. Profession de foi de Jules de Terssac (1919) », *infra*.

35 BOURDIEU, Pierre, « La paysannerie classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, 1977, p. 1-6.

36 POUPINEAU Louis, « Une « réunion strictement corporative » perturbée par des « énergumènes » ? Compte rendu de l'interruption d'un rassemblement des Comités de défense paysanne par des militants socialistes et communistes dans le *Journal de Rouen* (1937) », *infra*.

37 LYNCH Édouard, « « Contre l'office du blé ! » L'enjeu du vote paysan lors des élections du Front populaire. Affiche du centre de propagande des républicains nationaux, s.d. [1935-1936], d'André Galland », *infra*.

l'après-guerre, à la fois pour incarner une nouvelle classe dirigeante, définitivement émancipée des notables ruraux, à travers la figure de Michel Debatisse, icône et théoricien de la révolution silencieuse (Alain Chatriot)³⁸, et pour prendre la mesure « au ras du sol » des transformations qui affectent le monde des campagnes. Les fédérations jacistes se veulent tout à la fois les observatrices, les actrices et les porte-parole d'un monde qui change, comme en témoigne l'enquête menée par la fédération du Jura décryptée par Claire Bailly Alemu³⁹. Si la frange modernisatrice des agriculteurs parvient, dans les années 1960, à élaborer un modèle pertinent et efficace de collaboration avec les pouvoirs publics, les recompositions sociales et professionnelles des campagnes génèrent d'autres enjeux et d'autres luttes, dont celle, emblématique, du Larzac, qui repose, sous des formes inédites, la place et le rôle des espaces ruraux et des agriculteurs dans la nation (Alexis Vrignon)⁴⁰.

Nous avons souhaité que ces documents et leurs commentaires soient également utiles à nos collègues de l'enseignement secondaire. Pourtant, quand on regarde avec attention les programmes actuels des collèges et des lycées, on peut être surpris par la disparition des campagnes. En 4^e, la condition paysanne au XVIII^e siècle n'apparaît plus dans le contexte préexistant à la Révolution française : l'événement est surtout expliqué « par en haut », avec une approche par les Lumières et la contestation de la monarchie absolue. La politisation rurale du XIX^e siècle est abordée dans le thème 3, à travers la création du suffrage universel masculin. Mais en classe de 3^e, dans le thème intitulé « Françaises et Français dans une République repensée », la démocratie sociale et le renforcement de la place de l'État après la Seconde Guerre mondiale – questions essentielles au cœur de cette partie du programme – ne sont pas envisagées dans un contexte rural. C'est en classe de 2^{de} que les paysans français trouvent une place de choix dans le chapitre 2 du thème 4, intitulé « Tensions, mutations et crispations de la société d'ordres ». Le programme demande à

38 CHATRIOT Alain, « "Modernisation" agricole et syndicalisme. Michel Debatisse, *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*, 1963 », *infra*.

39 BAILLY ALEMU Claire, « Enquête de la Jeunesse Agricole Catholique / féminine sur "l'avenir des jeunes ruraux" dans le Jura et motion présentée au préfet en 1954 », *infra*.

40 VRIGNON Alexis, « La politique sur le Causse. Le Larzac au milieu des années 1970 dans le journal de 20 heures d'Antenne 2 », *infra*.

traiter avec les élèves le poids de la fiscalité et des droits féodaux ainsi que le maintien de l'influence de la noblesse. En outre, la révolte des Nu-Pieds de 1639 fait partie des points de passage et d'ouverture, qui permettent d'introduire à l'étude de la condition paysanne au Grand Siècle. Par la suite, en classe de 1^{re}, l'obtention du suffrage universel masculin en 1848 braque à nouveau le projecteur sur la vie politique dans les campagnes. Mais au xx^e siècle, le paysan français est surtout dépeint comme un poilu de la Grande Guerre, ou bien un néo-citadin aspiré en ville par l'exode rural et la révolution industrielle, alors qu'il est tout autant engagé dans la modernisation agricole et les institutions qui l'accompagnent, syndicat ou chambre d'agriculture.

Nos collègues auteurs de manuels et enseignants ont toutefois une certaine latitude pour introduire, s'ils le souhaitent, quelques documents d'histoire politique des sociétés rurales. Cette démarche pédagogique est d'autant plus féconde que la « ruralité » s'est imposée depuis plusieurs années au cœur du débat public : en témoignent, par exemple, le soulèvement des Gilets jaunes, l'actuel mouvement des panneaux signalétiques retournés, la sensibilité de l'opinion publique – pas seulement rurale – à la fermeture des services publics, la montée du Rassemblement national dans les campagnes ou bien la dimension médiatique du salon de l'agriculture. Les passerelles avec la géographie sont tout aussi heuristiques, car des sujets tels que la rurbanisation, les mutations de la production agricole ou les conséquences de la Politique agricole commune (PAC) possèdent une forte résonance politique. Il est ainsi tout à fait possible de parler des campagnes et de leur politisation à partir de diverses entrées : les attentes envers l'État, les rituels de la révolte, le syndicalisme, la modernisation des moyens d'information, la diffusion de l'idée républicaine... On peut également, par le biais des sociétés rurales, présenter aux élèves quelques linéaments de la géographie électorale ou le fonctionnement d'une municipalité en Éducation morale et civique (EMC). De ce fait, en actionnant à partir d'un document les ressorts historiques des pouvoirs au village, on pourra monter en généralité sur bien des thématiques. Le choix du temps long permet donc à la fois de traiter de phénomènes politiques qui ont leur rythme propre – ce sont des objets d'histoire – et de les inscrire dans notre actualité.